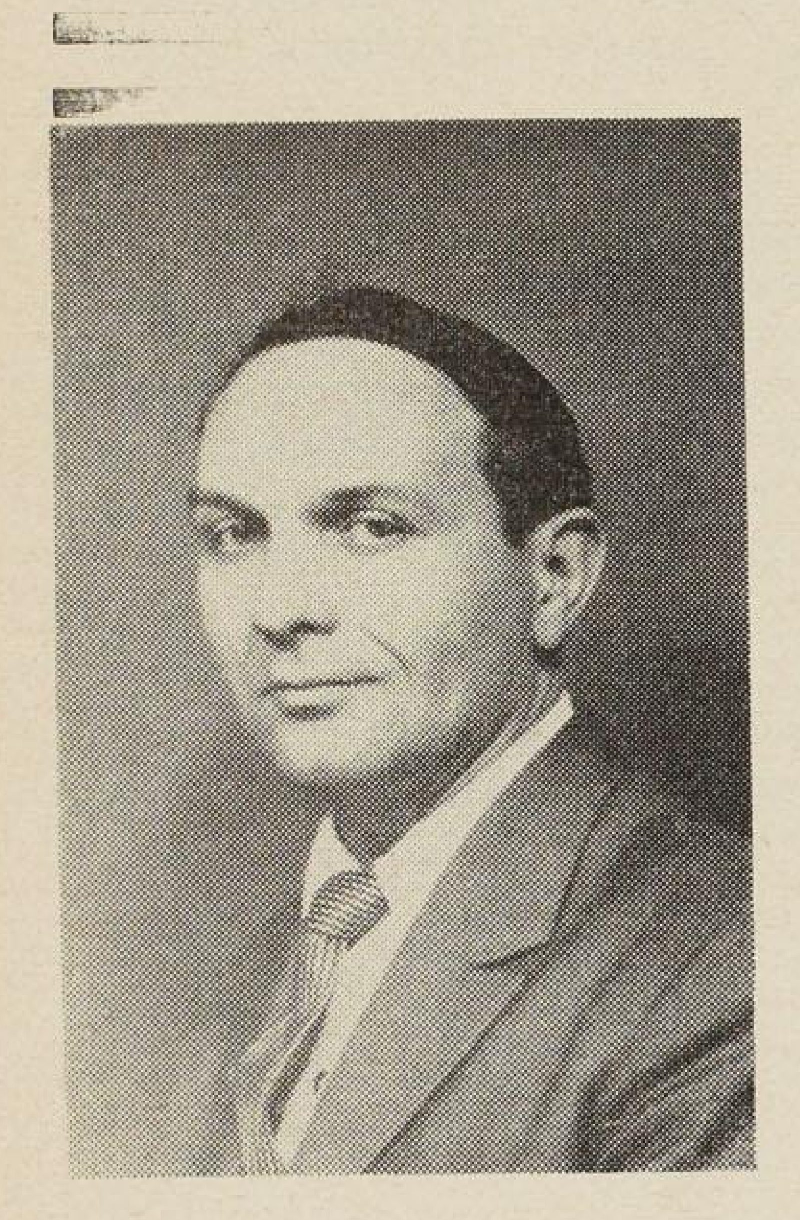
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - Liberté, Égalité, Fraternité

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 5 ET 12 MARS 1967

6me CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

CENTRE DÉMOCRATE



CANDIDATURE

Eugène CHAMORAND

Instituteur Public à La Penne-sur-Huveaune
Membre du Comité Directeur Départemental Démocrate

SUPPLÉANT

Gabriel THENOUX

Officier d'Académie
Commis Principal aux Chantiers Navals
Trois Mandats de Conseiller Municipal à La Ciotat

Electrices, Electeurs,

Le Premier Ministre affirme que ce scrutin ne servira de rien.

En élisant le Président de la République, en décembre 1965, les Français lui auraient en même temps donné plein pouvoir pour orienter la politique de la France pendant sept ans.

Trois Ministres ont même ajouté que si les élections législatives ne reconduisaient pas la même majorité à l'Assemblée, le Président de la République pourrait gouverner malgré l'Assemblée, en recourant à l'article 16.

— A l'opposé de ceux qui prétendent que les prochaines élections ne serviront à rien, il y a ceux qui en attendent un bouleversement total : c'est la thèse des communistes et de la Fédération de la Gauche.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Pour ceux-là, les élections législatives seront en quelque sorte un troisième tour des élections présidentielles. Elles pourraient aboutir à une crise de régime, à une remise en cause des Institutions de la Vᵉ République, ou à une démission du Président de la République.

Pour nous les élections doivent avoir pour effet non pas de tout bouleverser, mais de changer de politique.

Le Président de la République n'est pas en cause : il a été élu pour 7 ans en 1965.

Les institutions de la Vᵉ République ne sont pas non plus en cause : nous avons voté la constitution actuelle, nous sommes dans la cinquième République ; nous voulons y rester.

La stabilité gouvernementale n'est pas en cause : elle sera maintenue. Mais la stabilité actuelle est apparente et précaire : le gaullisme n'est souvent qu'un opportunisme qui dure et la stabilité politique est très fragile actuellement. Elle tient à la vie du chef de l'Etat. Sans lui la majorité éclaterait (Fauristes, Giscardiens, Pisanistes, Gaullistes de gauche, Inconditionnels, etc.).

Ce qui est en cause, ce n'est pas la stabilité, mais la politique gouvernementale. C'est celle-ci qui doit changer. Les élections législatives doivent permettre à une majorité nouvelle de faire une politique nouvelle, conforme aux vœux exprimés par les électeurs. Les élections législatives, c'est un dialogue ouvert entre les candidats et les citoyens. Sans faire de parallèle d'ailleurs avec les élections présidentielles, il faut reconnaître que c'est bien celles-ci qui ont amené le Général de Gaulle à faire revenir la France dans les organes du Marché Commun et à changer tous les ministres ayant des responsabilités économiques et spécialement le ministre des Finances, M. Giscard d'Estaing, et le ministre de l'Agriculture, M. Pisani.

Pour nous le sens des élections de mars 1967 est le choix libre d'une nouvelle politique pour la France, ce qui déboucherait, en particulier pour les rapatriés, sur l'amnistie totale des faits relatifs aux événements d'Algérie, ainsi que sur une indemnisation complète des biens spoliés.

VU : LES CANDIDATS.

IMP. Louis LARTIGOT - AUBAGNE

Sciences Po / fonds CEVIPOF